

REPUBLICAIN LORRAIN

L'interview
du

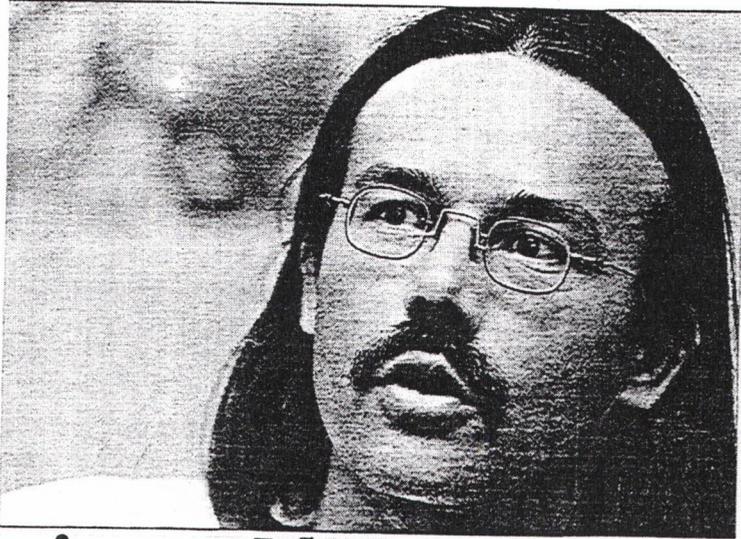
Jeannot Schmitz

RC1/1400p

président de l'asbl Info Prison

La prison reste un monde fermé dont les autorités-en première ligne le ministère de la Justice-ne laisse transpirer qu'un minimum d'informations. Pour « faire bouger », il faut informer ! C'est le challenge que s'est fixé l'asbl Info Prison constituée par des citoyens qui se sentent concernés, les familles de personnes incarcérées et d'anciens détenus. A travers des émissions sur les « radios libres », Jeannot Schmitz a été amené à écotoyer le monde carcéral. Des contacts avec les détenus est née l'idée de fonder l'asbl Info Prisons. L'association fut créée le 24 décembre 1990, l'invité du RL en est le président. L'association est uniquement financée par des dons et emploie un « permanent ».

▲ Info Prison 2, rue de la Boucherie B.P. 2682 L-1026 Luxembourg tél. 22 68 86



En mettant les gens en prison, on détruit leur monde sans leur donner autre chose à la place. En premier lieu, la prison, c'est le vide.

Né le 4 mars 1962 à Bettembourg

Fonctionnaire d'Etat animateur « amateur » sur -radio UKaWechelchen -radio Radau -radio ARA

Président de Info Prisons depuis 1990

« La prison détruit ! Elle n'offre pas de perspectives »

Le Républicain-Lorrain : La prison est par essence un monde fermé. Associer les mots « info » et « prison », n'est-ce pas un paradoxe ?

Jeannot Schmitz : Je dirais : c'est une nécessité ! La prison est un monde fermé, c'est un monde différent de celui de l'extérieur. Les règles n'y sont pas les mêmes, ne serait-ce que pour des raisons de sécurité. L'association Info Prison a été créée parce que certains détenus se sont dits : nous sommes enfermés ici, sans autre conséquence. Les seules « informations » sur les prisons qui passent dans le public sont celles des films américains où, lorsque, dans les prisons luxembourgeoises, il y a un suicide ou une évasion. Il est indispensable d'informer le monde extérieur de la réalité du monde carcéral, et cela à travers des témoignages de personnes directement concernées. L'association est formée de personnes intéressées par sujet de société, de familles de détenus et de personnes sorties de prison.

Il est important de faire circuler cette information pour autant que l'on veuille que la prison ait un sens, un but autre que la seule privation de liberté.

À la sortie de prison, il faut que ce passage derrière les barreaux ait apporté quelque chose de positif tant à la société qu'à l'ex-détenu, que la réintégration soit possible. Donner un but positif à la prison : c'était l'objectif principal lors de la création de l'association en 1990. Il reste beaucoup à faire.

R. L. : Pour nombreux de nos concitoyens, la prison de Schraggig reste assimilée à un hôtel trois étoiles. Quelle est la réalité vue de



l'intérieur ?

J. S. : Ce n'est certainement pas un hôtel, personne n'y prend volontairement des vacances ! Je comprends cependant l'a priori de la population. En prison, on te laisse tranquille, on t'y sert les repas et on t'offre un toit. Des conditions dont nombreux détenus ne disposent pas « à l'extérieur » !

Mais que dire des gens tirés de leur famille, dont entre autre les liens familiaux sont généralement mis à mal suite à l'incarcération. La prison détruit ! Elle n'offre pas de perspectives. Elle n'offre guère de moyens d'occuper son temps valablement. Que se passera-t-il à la sortie ? Ce sont là les principaux pro-

blèmes de la prison : motiver les détenus à trouver une occupation valorisante, et les réintégrer dans la société à la sortie.

En mettant les gens en prison, on détruit leur monde sans leur donner autre chose à la place. En premier lieu, la prison, c'est le vide !

R. L. : Cela explique-t-il les 6 suicides enregistrés à la prison depuis le début de cette année ?

J. S. : Cela en est certainement l'explication principale. Les détenus sont confrontés à un manque total d'espérance. Une analyse plus détaillée révèle que, il y a dix ans, on entrainait principalement en prison parce que l'on avait des problèmes de drogue et pas de travail. Aujourd'hui, à la toxicomanie et au chômage s'ajoute le fait que ceux qui entrent en prison n'ont pas de logement et manquent d'attaches familiales. Ils sont confrontés au surendettement, ont des problèmes de comportement... L'entrée en prison peut se révéler ainsi être le dernier clou au cercueil.

R. L. : La toxicomanie semble être un pivot central du milieu pénitentier au Luxembourg. Les drogues constituent un des principaux motifs d'incarcération, la drogue circule en grande quantité à l'intérieur de la prison. Que faire ?



J. S. : On peut certes augmenter les contrôles. Qui doivent concerner tout le monde : les détenus, leurs visiteurs mais aussi les fournisseurs et le personnel de la prison. Mais là où il y a des contrôles, il existe de moyens de les contourner.

On aurait tort de tout miser sur la répression. Il y a en prison de nombreux consommateurs de drogues qui ne sont pas nuisibles à la société, ils se nuisent surtout à eux-mêmes. Faute de base légale, ils ont surtout recours à la criminalité pour se procurer ces drogues. Il faut emprunter le chemin visant à mettre le moins de monde possible en prison, les toxicomanes n'y ont pas leur place. Avec une autre politique vis-à-vis de la drogue, avec de meilleurs mesures de soutien, il y aurait bien moins de toxicomanes à finir leur « carrière » en prison !

Mais encore...

Surpopulation

La prison n'est pas trop petite, il y a trop de monde dans la prison ! Avec l'ouverture de l'extension, il y a lieu de craindre qu'on prononce plus de peines. C'est aberrant que de vouloir « remplir » les prisons, cela coûte beaucoup trop cher ! Combien d'aide sociale, préventive, aurait-on pu fournir pour le prix de la construction de l'extension de Schraggig. C'est moins cher d'investir dans les gens !

Mineurs à Schraggig

Ce n'est pas tolérable, le Luxembourg a été mis au pilori par les instances supranationales comme l'ONU et le Conseil de l'Europe. Le gouvernement promet d'agir, à ce jour on ne voit rien de concret. Pour autant, faut-il donner la priorité à la réalisation de l'unité de sécurité à Dreibrunn ? Il faut agir bien en amont, développer une politique, des projets, des infrastructures en faveur des jeunes en difficulté, mettre en place une « ambassade » pour jeunes en fugue où ils ne risquent pas d'être confrontés immédiatement aux forces de l'ordre ou à la justice.

Taux de récidive

Le taux de récidive est l'indicateur de qualité d'une prison. Au Luxembourg, à défaut de chiffres officiels, il faut se tenir aux estimations variant entre 70 et 75 %. Cela nous place au-delà de la moyenne européenne. C'est la conséquence du manque de suivi, tant à l'intérieur de la prison qu'à la sortie. Un psychologue et deux éducateurs œuvrent en prison pour 1200 à 1500 « entrées » par an ! Impossible d'y faire un travail tant soit peu sérieux. Il faudrait au minimum un assistant social et un éducateur par « bloc ».

Nouvelle direction

La nouvelle direction propose une série d'idées intéressantes. Toutefois, il lui manque les moyens pour les mettre en œuvre. Et il lui faut parfois s'imposer, alors que les différents groupes cherchent à se positionner. Mais la prison ne peut

Mot à mot...

AMENDES — C'est un total non sens de mettre en détention des gens n'arrivant pas à payer leurs amendes ! Parce qu'ils sont incapables de payer leurs dettes à l'Etat, on met des personnes en prison aux frais de l'Etat ! Pourquoi ne pas leur permettre de rembourser leurs dettes à travers des travaux d'intérêt général ?

CHAMBRES INTIMES — Elles existent depuis des années dans nos pays voisins. Au Luxembourg, ce projet échoue face au parti chrétien-social. Je me demande pourquoi : n'est-ce pas le PCS qui se veut le défenseur des valeurs familiales. Ce que nous qualifions de « parler familial » doit permettre de maintenir le contact familial, offrir un coin tranquille pour évoquer les problèmes au quotidien notamment pour les détenus ayant des enfants. Il faut éviter de rompre des liens !



Propos recueillis par Alain KLEEBLATT Photos : Martine MAY